
RÉPONSE

(141)

A une ADRESSE du SÉNAT, en date du 12 avril 1880 ;—Demandant copie de toute la correspondance qui a été échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique, et entre les juges de la Cour Suprême de la Colombie-Britannique et les gouvernements local et fédéral sur “ l’Acte relatif à la meilleure administration de la Justice (1878),” et sur “ l’Acte de Judicature (1879)” passés par la législature provinciale ; aussi, copie de la protestation officielle formulée par ces juges contre l’aveu donné à ces actes ; et aussi, copie des rapports qui ont été présentés par l’honorable ministre de la justice sur différents actes passés par la législature de la Colombie-Britannique pendant ses sessions de 1877, 1878 et 1879.

Par ordre,

JOHN O’CONNOR,

Secrétaire d’Etat.

Secrétariat d’Etat,

17 mars 1881.

RÉPONSE

(142)

A une ADRESSE de la CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 7 février 1881 ;—Demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et celui de la province de Québec, concernant l’acquisition, par les autorités fédérales, du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ou touchant l’octroi d’une subvention à ce même chemin.

Par ordre,

JOHN O’CONNOR,

Secrétaire d’Etat.

Secrétariat d’Etat,

17 février 1881.